

RENCONTRES DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE DE L'ETAT

UNE VASTE BLAGUE, UN FAUX-DÉBAT...

EN BREF, PARLONS LANGUE DE BOIS !!!

Le ministre de l'Intérieur a lancé, par une instruction du 2 avril 2024 adressée aux préfet.es de départements, une énième opération de communication visant à simuler un dialogue ou une concertation : les « rencontres de l'administration territoriale de l'État (ATE) ».

Officiellement, ces rencontres auraient pour objet d'associer l'ensemble des agent.es de l'ATE (préfectures, sous-préfectures, SGCD et DDI : DDETS, DDETSPP, DDPP, DDT, DDTM...) à une large consultation sur « les priorités à mettre en œuvre, sur la modernisation de l'environnement de travail, sur le sens des missions, sur le service rendu aux usagers ».

En réalité, il s'agit surtout pour le ministre de conforter une organisation qui dysfonctionne structurellement : celle des directions départementales interministérielles « autour du préfet de département ».

La CGT revendique au contraire le retour à des services infra départementaux, départementaux et/ou régionaux de **périmètre ministériel** avec les chaînes de commandement ad'hoc, et insiste sur les compétences métiers, les spécificités des différents ministères, et la nécessaire indépendance vis-à-vis de l'autorité préfectorale s'agissant notamment de l'inspection du travail.

Il s'agit bel et bien d'assurer la mise en œuvre de politiques publiques nationales sur l'ensemble du territoire au moyen de services publics de plein exercice et de proximité.

La CGT demande le retour **des services support dans chaque direction métier** (RH, informatique, action sociale, locaux, véhicules...) qui seul permettra une **VRAIE** proximité avec les agents.

Elle demande dans le même temps l'arrêt de toute dématérialisation systématique des procédures RH. Cette dématérialisation à outrance qui conduit à l'abandon par l'administration des agent.es en matière RH, notamment pour ce qui concerne la gestion de leur carrière.

Pour la CGT « l'attractivité de la fonction publique » ne doit pas se limiter aux seuls recrutements de nouveaux agent.es mais doit passer par **un véritable accompagnement de TOU.TES les agent.es.**

Une organisation territoriale de l'État structurellement défailante...

Toutes les agentes et les agents de l'ATE, les usagères et les usagers, les citoyens le savent évidemment : **cette organisation ne fonctionne pas et n'a jamais fonctionné... et pour autant, le gouvernement continue !!!**

Dans les directions interministérielles, ce sont des chef.fes qui ignorent tout ou presque des missions exercées par les agent.es. Ce sont des **organigrammes illisibles, des circuits de décision opaques et incompréhensibles : un « choc de complexification » organisé.**

C'est le choix d'une subordination accrue au **pouvoir préfectoral**, au détriment des compétences métiers et/ou de l'indépendance des agents.

Les SGCD, ce sont des agent.es dans **l'impossibilité de trouver un interlocuteur ou une interlocutrice en capacité de fournir une réponse en matière de paye, de ressources humaines, de logistique... de carrière.**

Cela génère de la **souffrance au travail, du stress, des RPS et parfois pire !!!**

Ce sont des collègues qui craquent, un service public dégradé et une organisation illisible pour tout le monde.

Tout cela est largement documenté, par le vécu des collègues évidemment mais aussi par de très nombreux rapports qui doivent amener le Gouvernement à cesser la désorganisation des services publics et à reconstruire l'administration territoriale de l'Etat (Cour des Comptes récemment sur les DDETS-PP, inspections générales notamment sur les SGCD...).

Des assises pour ne rien changer...

Pourtant, dans ce contexte dramatique, Gérald DARMANIN persiste et lance ces « rencontres de l'ATE ».

Mais le problème, c'est qu'il y a un sujet interdit dans ces assises : celui de l'organisation.

Les agent.es et les syndicats devraient être officiellement invité.es à débattre sur 4 sujets choisis par le préfet parmi 5 possibles en département : la relation à l'utilisateur, la gestion de crise, le « renforcement de l'échelon territorial », l'attractivité de l'emploi public, la modernisation de l'environnement de travail.

Derrière le vernis technocratique et le langage managérial, **il n'est donc pas prévu de parler rémunération** (et point d'indice !), **il n'est donc pas prévu d'aborder la précarité** (et le recours accru aux contractuel.les), **il n'est donc pas prévu de poser les vraies questions sur les conditions de travail** (la charge de travail, le comportement harcelant des petit.es et grand.es chef.fes, les discriminations, le racisme et le sexisme omniprésents, le reporting incessant, les injonctions contradictoires, l'absence de soutien de la hiérarchie, les locaux dégradés voire insalubres, le manque de moyens matériels et humains, les dysfonctionnements informatiques liées aux incompatibilités...). **Il n'est pas question non plus de remettre en cause le fonctionnement en DDI et les SGCD : et pourtant...**

Cette consultation, est de pure forme, de pure façade, puisque, à l'avance les kits de débat figés sont envoyés aux préfets, conçus de façon à orienter les discussions et amener les participants exactement à la conclusion que veut imposer le ministère de l'intérieur.

La conclusion est déjà écrite (ci-après : extrait du kit d'organisation des débats à l'intention des préfets) :

❖ Proposition d'éléments de langage pour la clôture de l'atelier

La richesse de nos débats va être synthétisée autour des constats et des propositions.

Elle sera transmise au préfet de région qui, à son tour, réalisera une synthèse régionale qui sera transmise à la DMATES pour alimenter une synthèse nationale. Elle sera partagée avec tous les ministères de l'ATE et présentée au ministre de l'Intérieur et des outre-mer.

Les suites à donner seront débattues en interministériel.

L'UFSE-CGT propose aux agent.es de ne pas donner crédit à cette mascarade, de porter par tout moyen leurs propositions pour l'avenir du service public, leurs conditions de vie et de travail.

Afin de porter de vraies revendications d'évolution et d'amélioration de nos conditions de travail et de carrière, au plus près des directions, préfets, ministre, nous vous invitons à participer aux heures d'informations syndicales, réunions et actions organisées par les représentant.es de la CGT dans les services.

SYNDIQUEZ-VOUS

